



Statistique Canada

**Budget des dépenses
2001-2002**

Partie III – Rapport sur les plans et les priorités

Canada

Les documents budgétaires

Chaque année, le gouvernement établit son Budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le Budget des dépenses qui est déposé à la Chambre des communes par la présidente du Conseil du Trésor, comporte trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement présente un aperçu des dépenses fédérales et résume les rapports entre les principaux éléments du Budget principal des dépenses et le Plan de dépenses (qui figure dans le budget).

Partie II – Le Budget principal des dépenses étaye directement la *Loi de crédits*. Le Budget principal des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits que le Parlement doit adopter afin que le gouvernement puisse mettre en applications ses plans de dépenses. Les Parties I et II du Budget des dépenses sont déposées simultanément le 1er mars ou avant.

Partie III – Le Plan de dépenses du ministère est divisé en deux documents :

- 1) **Les rapports sur les plans et les priorités (RPP)** sont des plans de dépenses établis par chaque ministère et organisme (à l'exception des sociétés d'État). Ces rapports présentent des renseignements plus détaillés au niveau des secteurs d'activité et portent également sur les objectifs, les initiatives et les résultats prévus; il y est fait également mention des besoins connexes en ressources pour une période de trois ans. Les RPP contiennent également des données sur les besoins en ressources humaines, les grands projets d'immobilisations, les subventions et contributions, et les coûts nets des programmes. Ils sont déposés au Parlement par la présidente du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables des ministères et des organismes désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ces documents doivent être déposés au plus tard le 31 mars, pour renvoi aux comités qui font ensuite rapport à la Chambre des communes conformément au paragraphe 81(4) du Règlement.
- 2) **Les rapports ministériels sur le rendement (RMR)** rendent compte des réalisations de chaque ministère et organisme en fonction des attentes prévues en matière de rendement qui sont indiquées dans leur RPP. Ces rapports sur le rendement, qui portent sur la dernière année financière achevée, sont déposés au Parlement en automne par la présidente du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables pour les ministères et des organismes désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le Budget des dépenses, de même que le budget du ministre des Finances, sont le reflet de la planification budgétaire annuelle de l'État et de ses priorités en matière d'affectation des ressources. Ces documents, auxquels viennent s'ajouter par la suite les Comptes publics et les rapports ministériels sur le rendement, aident le Parlement à s'assurer que le gouvernement est dûment comptable de l'affectation et de la gestion des fonds publics.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, 2001

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des Éditions du gouvernement du Canada (TPSGC)
Ottawa (Canada) K1A 0S9

Téléphone : 1-800-635-7943
Site Internet : <http://publications.tpsgc.gc.ca>

No. de catalogue BT31-2/2002-III-68

ISBN 0-660-61496-0



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Budget des dépenses 2001-2002

Rapport sur les plans et les priorités

Brian Tobin
Ministre de l'Industrie

Table des matières

PARTIE I : MESSAGE.....	3
MESSAGE DU MINISTRE POUR LE PORTEFEUILLE.....	3
DÉCLARATION DE LA DIRECTION.....	5
PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA.....	6
2.1 MANDAT, RÔLES ET RESPONSABILITÉS.....	6
2.2 OBJECTIFS.....	8
2.3 CONTEXTE DE PLANIFICATION.....	8
2.4 STATISTIQUE CANADA — DÉPENSES PRÉVUES.....	9
PARTIE III : PLANS, RÉSULTATS, ACTIVITÉS ET RESSOURCES.....	10
STATISTIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.....	10
3.1.1 Objectif.....	10
3.1.2 Description.....	10
3.1.3 Dépenses nettes prévues (en millions de dollars) et équivalents temps plein (ETP).....	11
3.2 Principaux engagements en matière de résultats, de résultats prévus, d'activités connexes et de ressources.....	11
STATISTIQUE DU RECENSEMENT DE LA POPULATION.....	37
3.1.1 Objectif.....	37
3.1.3 Description.....	37
3.1.3 Dépenses nettes prévues ² (en millions de dollars) et équivalents temps plein (ETP).....	37
3.2 Principaux engagements en matière de résultats, de résultats prévus, d'activités connexes et de ressources.....	38
PARTIE IV : INITIATIVES CONJOINTES.....	41
4.1 Initiatives collectives.....	41
PARTIE V : RENSEIGNEMENTS FINANCIERS.....	43
Source des recettes disponibles et des recettes non disponibles.....	43
Statistique Canada.....	44
Coût net du programme pour l'exercice du Budget des dépenses.....	44
Sommaire des paiements de transfert.....	45
PARTIE VI : AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	46
A. MANDAT LÉGISLATIF.....	46
B. PERTINENCE, PARTENAIRES DE STATISTIQUE CANADA ET UTILISATION DES DONNÉES.....	47

PARTIE I : MESSAGE

Message du Ministre pour le Portefeuille

Nous voyons le Canada comme un pays fort et dynamique, un chef de file de l'économie mondiale du savoir et un endroit où tous les citoyens peuvent bénéficier de la prospérité économique et sociale.

C'est pourquoi le gouvernement investit dans le savoir et l'innovation, piliers de notre qualité de vie. Grâce à des investissements stratégiques dans le perfectionnement des compétences, la création du savoir et les nouvelles technologies, il est résolu à enrichir l'infrastructure du savoir, à favoriser l'innovation et la recherche et à aider le Canada à s'imposer plus rapidement en tant que chef de file de la nouvelle économie.

La stratégie du gouvernement consistant à investir dans le savoir et l'innovation stimule déjà la création d'entreprises, de produits, de procédés et d'emplois. Les quinze organisations membres du Portefeuille de l'Industrie contribuent à la croissance économique, ce qui améliore la qualité de vie et le bien-être de tous les Canadiens.

Le Portefeuille de l'Industrie dispose de plus de 40 p. 100 des fonds fédéraux consacrés aux sciences et à la technologie et de bon nombre de leviers microéconomiques. Il les emploie de manière déterminante sur plusieurs plans : faire la promotion de l'innovation dans le domaine scientifique et technologique, aider les petites et moyennes entreprises à prendre leur essor, stimuler le commerce et l'investissement et favoriser la croissance économique des collectivités canadiennes.

Je suis heureux de présenter le *Rapport sur les plans et les priorités* au nom de Statistique Canada. Ce document informe la population canadienne des réalisations prévues pour les trois prochains exercices. Ces plans illustrent la façon dont Statistique Canada contribue à une meilleure compréhension et mesure de la croissance et de la dynamique de l'économie canadienne et des nouvelles tendances et questions sociales. Statistique Canada fournit aux Canadiens de l'information de grande qualité, qui couvre

Les membres du Portefeuille de l'Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique
Agence spatiale canadienne
Banque de développement du Canada*
Commission du droit d'auteur Canada
Commission canadienne du tourisme*
Conseil canadien des normes*
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Conseil national de recherches Canada
Développement économique Canada pour les régions du Québec
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Industrie Canada
Société d'expansion du Cap-Breton*
Statistique Canada
Tribunal de la concurrence

** Organisation non tenue de soumettre un rapport*

un large éventail de questions telles que la performance de l'économie canadienne et sa productivité; l'économie fondée sur le savoir; la croissance économique; les défis à l'échelle mondiale; la cohésion sociale et le développement des ressources humaines. Pour ce faire, les programmes statistiques — ceux portant sur la production économique, les sciences et la technologie, l'environnement, la polarisation du revenu et diverses transitions sociales pour ne nommer que ceux-là — sont élargis et améliorés.

Nous mettrons nos efforts en commun avec des organisations telles que Statistique Canada, pour tirer parti des points forts et des possibilités qui existent à la grandeur du pays.

L'honorable Brian Tobin

Déclaration de la direction

Rapport sur les plans et les priorités 2001-2002

Je sou mets, en vue de son dépôt au Parlement, le *Rapport sur les plans et les priorités 2001-2002* de

Statistique Canada

À ma connaissance, l'information :

- décrit fidèlement le mandat, les plans, les priorités, les stratégies et les résultats prévus de l'organisation;
- est conforme aux principes de bonne information énoncés dans les *Lignes directrices pour la préparation du Rapport sur les plans et les priorités*;
- est complète et exacte;
- est fondée sur de solides systèmes sous-jacents d'information et de gestion de Statistique Canada.

Je suis satisfait des processus et procédures d'assurance de la qualité utilisés pour produire le RPP.

Le Cadre de planification, de rapport et de responsabilisation (CPRR) sur lequel repose le présent document a été approuvé par les ministres du Conseil du Trésor et constitue le fondement de la responsabilisation à l'égard des résultats atteints à l'aide des ressources et des autorisations fournies.

Nom : _____

Date : _____

PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA

2.1 Mandat, rôles et responsabilités

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de celle-ci, l'organisme, sous la direction du ministre, est chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de sa population. Cette activité revêt une importance fondamentale pour une démocratie ouverte sur le monde du fait qu'elle fournit à la population canadienne et à ses élus de l'information objective sur l'évolution de la société et de l'économie. Les entreprises, les syndicats et les organismes à but non lucratif se servent aussi de l'information recueillie par Statistique Canada pour prendre des décisions éclairées.

Le mandat de Statistique Canada comporte aussi la coordination et la direction du système statistique du pays, ce qui a amené Statistique Canada à former plusieurs partenariats aux échelons fédéral et provinciaux. Ces partenariats profitent aux Canadiens de bien des façons. L'amélioration de la qualité des données grâce à des méthodes d'enquête plus comparables, l'allègement du fardeau de réponse grâce à l'utilisation de dossiers administratifs et le partage de données ainsi que l'échange de pratiques exemplaires entre tous les partenaires en sont quelques exemples.

Les données de Statistique Canada servent également à des fins de législation et de réglementation. Elles permettent de distribuer des fonds fédéraux aux provinces (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*); de partager des recettes fiscales fédérales-provinciales (*Taxe de vente harmonisée*); d'indexer divers types de prestations aux bénéficiaires et de crédits d'impôts du gouvernement fédéral (*Loi de l'impôt sur le revenu*); d'établir des domaines d'admissibilité aux prestations supplémentaires (*Loi sur l'assurance-emploi*); de répartir les sièges parlementaires entre les provinces et de délimiter les circonscriptions électorales fédérales (*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*); de désigner les régions fédérales où les services sont offerts dans les deux langues officielles (*Loi sur les langues officielles*) et d'évaluer la fréquence des sous-populations faisant l'objet du programme fédéral d'équité en matière d'emploi (*Loi sur l'équité en matière d'emploi*). En vertu d'autres lois fédérales, Statistique Canada doit également fournir des données à des fins particulières. (Voir la partie VI-A pour obtenir la liste complète des lois se rapportant au mandat législatif confié à Statistique Canada.)

Statistique Canada

Ressources — selon l'organisation et le secteur d'activité pour 2001-2002

		<div style="text-align: center; border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;">Ministre de l'Industrie</div> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;">Statisticien en chef</div>									
Secteur d'activité		SCA* Statistique sociale, des institutions et du travail	SCA Statistique du commerce et des entreprises	SCA Études analytiques et comptes nationaux	SCA Analyse et développement	SCA Communications et opérations	SCA Informatique et méthodologie	SCA Services de gestion	Sous-total	Recettes nettes en vertu d'un crédit	Total
Statistique économique et sociale	(en millions de dollars)	47,9	74,7	27,9	11,3	80,8	59,9	102,1	404,6	75,6	329,0
	ETP	494	1 089	371	140	916	707	784	4 501		4 501
Statistique du Recensement de la population	(en millions de dollars)	73,7	0,0	0,0	0,0	129,5	24,2	3,2	230,6	12,3	218,3
	ETP	575	0	0	0	369	350	23	1 317		1 317
Dépenses totales prévues	(en millions de dollars)	121,6	74,7	27,9	11,3	210,3	84,1	105,3	635,2	87,9	547,3
	ETP	1 069	1 089	371	140	1 285	1 057	807	5 818		5 818

* SCA — Statisticien en chef adjoint

2.2 Objectifs

Les deux principaux objectifs de Statistique Canada découlent de son mandat :

- Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne afin d'étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes publics, de faciliter la prise de décisions dans les secteurs public et privé et de servir l'intérêt général de tous les Canadiens.
- Promouvoir la qualité des statistiques canadiennes, leur cohérence et leur comparabilité à l'échelle internationale, en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, et en se conformant à des normes et pratiques scientifiques éprouvées.

2.3 Contexte de planification

La raison d'être de l'organisme réside dans la production d'information statistique de grande qualité. L'efficacité de Statistique Canada repose sur sa crédibilité, la pertinence de son information, l'exactitude et l'accessibilité de ses produits et services, le respect de normes professionnelles élevées et le contrôle du fardeau des répondants aux enquêtes.

La collecte de l'information suppose un partenariat avec tous les Canadiens, qui contribuent à ce partenariat et en bénéficient. Les enquêtes et l'accès à des dossiers administratifs fournissent de l'information à Statistique Canada, qui, après avoir compilé et analysé cette information, la remet à la disposition des Canadiens à l'aide d'une myriade de produits.

Nouveaux besoins en information

Traditionnellement, le programme de Statistique Canada a été structuré pour fournir de l'information sur la macroéconomie, la microéconomie et la structure sociodémographique du Canada. Ce programme permettait aussi de fournir de l'information statistique sur les institutions et sur les programmes publics. Il s'agit du programme central de l'agence (sur lequel il est possible d'obtenir plus de renseignements dans les descriptions des secteurs d'activité). Cette information demeure pertinente, toutefois, Statistique Canada doit s'assurer de bien réagir aux exigences complexes et nouvelles imposées par l'apparition constantes de questions d'actualité. Les nouveaux arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux, la santé des Canadiens et les systèmes qui l'appuient, les facteurs touchant la performance économique dans la nouvelle économie fondée sur le savoir, la croissance économique, les facteurs microéconomiques influant la compétitivité, la cohésion sociale, le développement humain, les possibilités et les défis à l'échelle mondiale, de même que les résultats de programmes sociaux sont quelques-uns des aspects exigeant plus de données et d'analyses afin d'aider les décideurs des secteurs public et privé à comprendre les enjeux auxquels ils sont confrontés. Dans cet environnement dynamique, l'un des buts

principaux de l'agence au cours de l'horizon de planification est d'assurer la pertinence¹ de la contribution de Statistique Canada en répondant à ces besoins en information, tout en garantissant l'intégrité du programme de base.

Partenariats

Les partenariats et les ententes de partage des coûts avec d'autres ministères, d'autres secteurs de compétence et des organismes externes sont devenus un aspect intrinsèque de la prestation des programmes. Ces liens sont essentiels à l'élaboration de plans d'entreprise efficaces. Statistique Canada continuera à favoriser de telles ententes au cours de la période de planification, car ces ententes répondent non seulement aux besoins des intervenants, mais aussi à ceux du système de statistique national et du secteur de la recherche au Canada.

2.4 Statistique Canada — Dépenses prévues

	Prévisions des dépenses 2000-2001 ¹	Dépenses prévues 2001-2002	Dépenses prévues 2002-2003	Dépenses prévues 2003-2004
	(en millions de dollars)			
Budgétaire du Budget principal des dépenses (brut)	497,7	635,2	414,3	378,8
Moins : Recettes disponibles	87,9	87,9	69,2	69,2
Total du Budget principal des dépenses	409,8	547,3	345,1	309,6
Rajustements ²	48,7			
Dépenses nettes prévues	458,5	547,3	345,1	309,6
Moins : Recettes non disponibles	2,5	0,8	0,8	0,8
Plus : Coût des services reçus sans frais	46,3	47,5	44,3	43,1
Coût net du programme	502,3	594,0	388,6	351,9
Équivalents temps plein	6 024	5 818	5 023	4 776

¹ Ce montant reflète les prévisions les plus justes du total des dépenses prévues d'ici la fin de l'exercice courant.

² Les rajustements tiennent compte des approbations qui ont été obtenues depuis la mise à jour annuelle des niveaux de référence (MJANR) et des initiatives du budget.

1. Dans la partie VI-B du présent rapport, nous traitons davantage de pertinence.

PARTIE III : PLANS, RÉSULTATS, ACTIVITÉS ET RESSOURCES

Statistique économique et sociale

3.1.1 Objectif

L'objectif de ce secteur d'activité comporte deux volets :

- fournir des renseignements et des analyses statistiques ayant trait à la mesure de la performance économique du Canada aux échelons national et international;
- fournir des renseignements statistiques sur le bien-être social, économique et physique des particuliers et des familles, ainsi que sur les systèmes publics et les établissements qui leur fournissent des services.

3.1.2 Description

La composante statistique économique de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, au moyen d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. La classification des statistiques économiques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système des comptes nationaux du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit de l'information actuelle et structurelle sur l'économie canadienne qui sert à étayer la formulation et le rajustement des politiques budgétaires, monétaires, industrielles, internationales et sur les ressources humaines. Le Système des comptes nationaux sert également de cadre de comparaison entre des séries statistiques particulières afin d'en mesurer la fiabilité, et d'outil d'analyse permettant de cerner les changements pour ce qui est de l'importance économique de divers secteurs.

Une autre composante de ce secteur d'activité porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. Cette composante fournit notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisés dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses en capital annuelles prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

***Renseignements sur les Canadiens
et les systèmes subventionnés pour
répondre à leurs besoins***

La composante statistique des ménages de ce secteur d'activité fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles

et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont reliés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt donnés relativement à la politique sociale.

La composante statistique des institutions de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens ainsi que sur les retombées des services qu'ils offrent. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités, et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ces systèmes dispensent des services de même que l'influence qu'ils exercent sur la société canadienne. L'agence tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer quels effets les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice ont sur les Canadiens.

3.1.3 Dépenses nettes prévues (en millions de dollars) et équivalents temps plein (ETP)

Prévisions des dépenses 2000-2001 ¹	Dépenses prévues 2001-2002	Dépenses prévues 2002-2003	Dépenses prévues 2003-2004
336,2 \$	329,0 \$	310,3 \$	290,7 \$
4 451 ETP	4 501 ETP	4 413 ETP	4 322 ETP

¹ Ce montant reflète les prévisions les plus justes des dépenses prévues d'ici la fin de l'exercice courant.

3.2 Principaux engagements en matière de résultats, de résultats prévus, d'activités connexes et de ressources

En 1998-1999, Statistique Canada a défini le cadre de l'assurance de la qualité qu'il utilise pour gérer la qualité des données des programmes statistiques. Le cadre comprend six critères pour évaluer la qualité (la pertinence, l'exactitude, l'actualité, l'accessibilité, l'intelligibilité et la cohérence), qui constituent le fondement de la déclaration sur la qualité contenue dans le *Rapport ministériel sur le rendement* de Statistique Canada pour la période se terminant en mars 2000.

Les projets mis au premier plan dans le tableau qui suit sous l'en-tête « Résultats prévus » devront être revus et déclarés selon le cadre de contrôle de la qualité.

Principaux engagements en matière de résultats, de résultats prévus, d'activités connexes et de ressources

Information à fournir aux Canadiens :	Résultats prévus :	Activités connexes :	Ressources pour 2001-2002, en millions de dollars
<p>Des statistiques objectives et non partisans permettant d'évaluer divers aspects de l'économie et de la société canadienne qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • applicables à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions; • adaptées aux nouvelles questions; • de grande qualité. <p>Et qui permettent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • répondre aux exigences légales; • renseigner les Canadiens sur les questions économiques et sociales actuelles et nouvelles; • maintenir une infrastructure nationale d'information statistique. 	<p>A. Information à l'appui de l'élaboration de politiques saines et de la prise de décisions solides. (p. 15)</p> <p>B. Information nécessaire pour faire face aux nouvelles questions et aux nouveaux défis : (p. 17)</p> <ul style="list-style-type: none"> • performance et compétitivité de l'économie canadienne; • économie fondée sur le savoir; • croissance économique; • cohésion sociale; • développement humain; • défis et possibilités à l'échelle mondiale. 	<p>Ajustements aux programmes en réponse aux besoins en matière de politiques. Des exemples de ces ajustements sont les suivants : les enquêtes postcensitaires, le plan de renouveau pour les douanes, le Recensement de l'agriculture et les statistiques sur le transport.</p> <p>Élaboration du Programme de recherche par enquêtes en réponse aux besoins de renseignements permettant d'aborder les nouvelles questions dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sciences et technologie; • éducation; • justice; • dynamique du marché du travail; • environnement; • enfants et jeunes; • commerce international et promotion. <p>Élaboration de l'initiative Carnet de route de l'information sur la santé.</p>	<p>20,0</p> <p>12,5</p>

Information à fournir aux Canadiens :	Résultats prévus :	Activités connexes :	Ressources pour 2001-2002, en millions de dollars
	<p>C. Maintien d'une infrastructure nationale de connaissances statistiques grâce : (p. 33)</p> <ul style="list-style-type: none"> • au contrôle du fardeau des répondants; • à l'utilisation maximale des données administratives; • à l'utilisation de méthodes et de technologies modernes; • à l'embauche de personnel compétent et réceptif. 	<p>Contrôle du fardeau des répondants.</p> <p>Résultats pour les Canadiens et les Canadiennes.</p>	

A. Information à l'appui de l'élaboration de politiques saines et de la prise de décisions solides

Tel que discuté dans la partie Contexte de planification du présent rapport (partie 2.3), la production d'information statistique est la raison d'être de l'organisme. L'efficacité de Statistique Canada repose sur sa crédibilité, la pertinence de son information et la qualité et l'accessibilité de ses produits. Au cours de l'horizon de planification, Statistique Canada entreprendra un certain nombre d'activités visant à renforcer son programme de base dans les domaines suivants, auxquels les intervenants clés chargés de la formulation de politiques et de la prise de décisions continuent d'attacher de l'importance.

1. Recensement de l'agriculture de 2001

Statistique Canada effectue le Recensement de l'agriculture à tous les cinq ans conjointement avec le Recensement de la population. Le Recensement de l'agriculture sert à obtenir de l'information détaillée sur la structure du secteur agricole et les régions géographiques de production agricole. Étant donné sa nature quinquennale, le Recensement de l'agriculture est mené en même temps que le Recensement de la population, ce qui permet de partager les méthodes et les techniques. On traite du Recensement de la population à la page 38. On aurait pu traiter des deux recensements sous la même rubrique, mais considérant la structure par secteur d'activité du présent rapport, le Recensement de l'agriculture est inclus à la présente section.

Après avoir réussi la mise en œuvre d'un système de visualisation des documents en 1996, les responsables du programme du Recensement de l'agriculture ont récemment exploré la possibilité d'utiliser un logiciel de reconnaissance intelligente de caractères pour automatiser le processus de saisie manuelle des données. Ils adopteront cette technologie pour le Recensement de 2001, ce qui permettra d'accélérer et d'élargir le processus. La diffusion de résultats provisoires du Recensement de l'agriculture est prévue pour mai 2002.

En 2001, les répondants habitant dans une région d'essai sélectionnée auront la possibilité de remplir leur questionnaire au moyen d'Internet. En effet, on s'attend à recevoir plus de 1 000 questionnaires pour le Recensement de l'agriculture à l'aide de ce support. Les régions d'essai comprennent plus de 10 000 exploitations agricoles en Alberta et en Ontario.

Le Recensement de l'agriculture est prévu pour le 14 mai 2001.

2. Enquêtes postcensitaires

- Enquête auprès des peuples autochtones de 2001

Cette initiative a pour objectif de produire des données complètes axées sur les intérêts particuliers des groupes autochtones. Cette initiative est complémentaire d'une autre activité menée conjointement, dont l'objectif est de développer des compétences en statistiques au sein des peuples autochtones.

En décembre 1997, la réponse du gouvernement au *Rapport final de la Commission royale sur les peuples autochtones : le plan d'action du Canada pour les questions autochtones* a été approuvé. Le budget de février 1998 prévoyait l'attribution de fonds supplémentaires à Statistique Canada afin qu'il agisse comme partenaire de cette initiative. Statistique Canada contribuera à cette initiative en réalisant une enquête auprès des peuples autochtones et en créant un programme de formation en statistiques auquel participeront entre 30 et 40 Autochtones par année.

Dans la réalisation de ces activités, Statistique Canada a mis l'accent sur l'établissement de rapports de travail avec les groupes autochtones nationaux. Le concept prévoit qu'il sera nécessaire d'avoir des données nationales de base et de données propres aux divers groupes autochtones. La collecte de l'enquête se fera en deux étapes, dont la première se déroulera entre septembre et décembre 2001. La deuxième étape visera la population déclarant uniquement une ascendance autochtone et aura lieu en mars 2002.

- Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2001

Cette initiative vise à fournir des renseignements sur les adultes et les enfants au Canada qui ont une incapacité, tels leurs besoins en matière de soutien social et la mesure dans laquelle les personnes ayant une incapacité fréquentent les établissements d'enseignement et participent au travail et aux activités de tous les jours.

Nos récents efforts de recherche et de développement sur les questions filtres traitant de l'incapacité permettront à Statistique Canada d'identifier les Canadiens ayant une incapacité. Ces questions filtres seront utilisées dans les enquêtes sociales, la première étant le Recensement de 2001.

- Enquête sur la diversité ethnique

L'enquête a deux objectifs : fournir de l'information permettant de mieux comprendre comment les Canadiens de différentes origines ethniques voient leur appartenance ethnique et déclarent cette information, en explorant les diverses dimensions et mesures de l'ethnicité telles que l'origine ancestrale et l'identité ethnique; fournir de l'information sur la diversité ethnique au Canada et sur l'interaction entre les caractéristiques ethnoculturelles et les résultats socioéconomiques.

L'Enquête sur la diversité ethnique sera menée à la suite du Recensement de 2001. La collecte des données de l'Enquête sur la diversité ethnique se déroulera d'avril à juin 2002 et comprendra des modules sur l'autodéfinition de l'appartenance à un groupe ethnique, les antécédents du répondant et de sa famille, la connaissance des langues et les langues utilisées. On prévoit étudier la possibilité d'inclure dans l'enquête d'autres modules sur la socialisation et les réseaux sociaux, les interactions avec la société et la participation civique.

3. *Statistiques sur les transports en Amérique du Nord*

De concert avec les organismes statistiques et les ministères chargés des politiques aux États-Unis, au Mexique et au Canada, Statistique Canada a produit un nouveau rapport intitulé *Statistiques sur le transport en Amérique du Nord*. Le rapport est disponible dans Internet et comporte un ensemble exhaustif d'indicateurs statistiques de l'utilisation, du rendement et des répercussions du transport en Amérique du Nord. En outre, le rapport renferme une gamme variée de sujets liés au transport dans les trois pays, notamment le transport et l'économie, la sécurité, le commerce des marchandises, les activités de fret, le transport des voyageurs, l'infrastructure, l'énergie et l'environnement. En 2001-2002, les trois pays poursuivront ces travaux d'harmonisation et d'intégration des statistiques sur le transport et des sujets connexes à l'échelle continentale, grâce à la création d'une base de données dans Internet, où chaque pays pourra mettre à jour les séries de données de la publication, et ce de façon indépendante.

4. *Plan de renouveau pour les douanes*

En raison des changements aux dispositions de déclaration et aux autres procédures qu'entreprend l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC), selon lesquelles les biens échangés par l'entremise de courtiers sont déclarés mensuellement par voie électronique, le programme du commerce international (CI) devra faire l'objet d'ajustements afin de maintenir son intégrité. Le programme axés sur les transports et les enquêtes sur les voyages seront également touchés — pour le premier de ces deux programmes, il s'agit d'une occasion de combler des lacunes importantes dans le domaine des données statistiques sur le transport maritime international. Les responsables du programme du CI devront évaluer toutes les modifications proposées aux méthodes de déclaration, aux concepts et aux méthodes d'assurance de la qualité, et les aborder suivant le rythme du plan de mise en œuvre de l'ADRC. Du point de vue du programme du CI, ces initiatives présentent à la fois des possibilités et des problèmes. Elles fournissent l'occasion d'améliorer à la fois la couverture et la qualité des données sur le commerce, mais elle entraîneront des modifications aux procédures, aux concepts et aux systèmes automatisés. Ces modifications seront importantes et nécessiteront une gestion attentionnée au cours de la période de transition.

B. Information nécessaire pour faire face aux nouvelles questions et aux nouveaux défis

La nature dynamique de la société canadienne exige de l'organisme qu'il soit continuellement réceptif aux nouveaux besoins en information des Canadiens et de leurs établissements d'élaboration de politiques afin d'être en mesure de la produire pour qu'ils puissent comprendre les changements qui s'opèrent, leur ampleur et leurs causes. L'organisme poursuivra un certain nombre d'initiatives visant à répondre à de nouveaux besoins en information dans les domaines suivants.

1. ***Élaboration du Programme de recherche par enquêtes pour répondre aux besoins en information permettant de relever les défis en matière de politiques — Lacunes statistiques II***

Les questions définies dans le cadre de l'Initiative de la recherche sur les politiques continueront d'être un élément essentiel pour Statistique Canada au cours de l'année qui vient. L'organisme cherchera à consolider, à élaborer et à mettre en œuvre, en collaboration avec les ministères directeurs, un programme de recherche par enquêtes pour répondre aux besoins en information dans les domaines suivants : *l'économie fondée sur le savoir, la croissance économique, la cohésion sociale, le développement humain ainsi que les défis et les possibilités à l'échelle mondiale.*

Économie fondée sur le savoir

Croissance économique

Cohésion sociale

Développement humain

Défis et possibilités à l'échelle mondiale

Activités à l'appui des besoins en information liés à l'économie et à la société fondées sur le savoir

Pour répondre aux besoins de nouveaux renseignements sur le rôle des connaissances et des compétences spécialisées ainsi que sur l'incidence de celles-ci sur le marché du travail et au sein des entreprises, les programmes suivants ont été approuvés :

- Accès à la technologie de l'information et des communications et utilisation de celle-ci

L'objectif de ce projet est de déterminer dans quelle mesure les Canadiens ont accès à ces technologies, à quelle fréquence celles-ci sont utilisées et le but visé par cette utilisation. L'enquête permettra de recueillir des renseignements sur les aspects suivants :

 - l'équipement et les services de communications auxquels les gens ont actuellement accès;
 - l'utilisation qui est faite de cet équipement et de ces services;
 - le temps consacré à ces activités;
 - les caractéristiques démographiques des utilisateurs et des non-utilisateurs;
 - les facteurs qui influent sur la décision que prennent certaines personnes de ne pas utiliser cet équipement ou ces services;
 - l'historique et l'évolution de l'accès aux ordinateurs;
 - l'incidence de la technologie sur la vie des gens;
 - la pertinence du contenu des services en direct au Canada.

Activités prévues

Une des dernières versions de l'Enquête sociale générale portait sur l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et des communications. Une

première analyse est actuellement en cours et la diffusion des données est prévue pour mars 2001. Ce projet doit être achevé en 2002-2003. En 2001, le Groupe de développement en recherche sur les politiques (GDRP) s'adonnera à un exercice d'établissement de priorités au cours duquel les futures activités seront définies.

- Indice de la rémunération totale du travail

Le but visé par ce projet est de mettre au point un nouvel indice du coût de la main-d'œuvre (ICMO) qui aidera les décideurs à évaluer les progrès actuels sur les marchés du travail — un élément essentiel de la mise en œuvre d'une politique de stabilisation. La nouvelle série de données permettra en outre d'effectuer de nouvelles recherches ou des recherches améliorées sur des sujets comme :

- le rôle que jouent les pressions exercées par le coût de la main-d'œuvre dans le processus d'inflation et le cycle économique;
- l'adaptation de certains marchés du travail aux changements touchant la demande et l'offre de main-d'œuvre;
- le rôle que jouent les avantages non salariaux et la rémunération « à risque » dans la rémunération totale et la promotion de la souplesse salariale;
- les liens entre la souplesse salariale et la restructuration de la main-d'œuvre.

Activités prévues

En 2001-2002, les résultats d'une étude sur la faisabilité d'élaborer un ICMO pour le Canada serviront à modifier les méthodes et à préparer les ICMO annuels pour 2001 ainsi que le contenu définitif pour la troisième année de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE). Un indice semblable pour 2002 sera diffusé à l'automne 2003.

- Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE)

Les recherches stratégiques sur les travailleurs et le milieu de travail sont incomplètes pour deux raisons :

- le manque d'information de base sur la demande de main-d'œuvre;
- l'incapacité de relier l'information sur la demande de main-d'œuvre à l'information concernant l'offre sur le marché du travail, c'est-à-dire l'incapacité de relier les décisions prises par les entreprises à leurs répercussions sur les travailleurs.

L'EMTE vise à combler cette lacune statistique en recueillant de l'information sur le milieu de travail, les changements qui s'y produisent et l'incidence de ces changements sur les travailleurs.

Activités prévues

Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada (DRHC) collaborent à une série de rapports descriptifs portant sur les sujets suivants : pratiques en milieu de travail, adoption de la technologie, emplois disponibles, embauche et départ des employés, concours et pratiques liées aux ressources humaines. La diffusion échelonnée de ces rapports se fera de janvier à mars 2001.

Un compendium de certaines statistiques de l'EMTE sera aussi publié d'ici la fin de mars 2001. En 2001-2002, on effectuera le traitement des données de l'EMTE de 2001 et la collecte des données de l'EMTE de 2002. On produira des rapports analytiques sur des sujets liés au marché du travail. L'achèvement de ce projet est prévu pour 2002-2003. Dès février 2001, le GDRP s'adonnera à un exercice d'établissement de priorités au cours duquel les futures activités seront définies.

Activités à l'appui des besoins en information liés à la croissance économique

La croissance économique est essentielle à la formation de la richesse et à la création d'emplois. Cependant, de nombreux aspects de la croissance ne sont pas bien compris, notamment les facteurs déterminants de l'augmentation et du ralentissement de la productivité (raisons pour lesquelles les États-Unis ont connu une forte croissance dans les années 1990, ce qui n'a pas été le cas pour le Canada), et la relation entre l'environnement et la croissance. Les projets visant à combler les lacunes statistiques dans ce domaine sont les suivants :

- Système d'information sur les sciences et la technologie

Les activités reliées aux sciences et à la technologie sont cruciales pour la création d'emplois et la croissance économique, pour l'amélioration de la qualité de vie et pour l'avancement du savoir. Même si le bon usage des sciences et de la technologie est essentiel au bien-être des personnes et de la société, bon nombre de questions à ce sujet ne trouvaient pas de réponse dans les données statistiques disponibles il y a quelques années.

Le projet d'élaboration d'un système d'information sur les sciences et la technologie a été lancé en avril 1996 pour chercher à combler les lacunes dans ce domaine. Ce projet constitue un moyen de fournir des renseignements, sous une forme intégrée, sur trois aspects des sciences et de la technologie au Canada : le rendement fondamental des sciences et de la technologie (notamment la recherche, le développement et l'innovation) dans tous les secteurs de l'économie; les répercussions économiques et sociales de l'innovation technologique; et la diffusion des technologies et des idées dans une économie fondée sur le savoir.

Le projet vise à élaborer trois ensembles de mesures regroupées sous les rubriques des sciences et de la technologie, de l'innovation, ainsi que de la diffusion et des crédits. Ces mesures serviront à broser un tableau cohérent de l'innovation au Canada et de sa relation avec l'économie fondée sur le savoir.

Activités prévues

Au cours de la prochaine année financière, on poursuivra l'analyse des données de l'Enquête sur l'innovation de 1999 tout en mettant l'accent sur les différences régionales dans le domaine de l'innovation. On diffusera de nouveaux résultats sur les activités et les entreprises de biotechnologie et on étudiera la faisabilité de mener une enquête sur les pratiques de gestion du savoir, dans le cadre d'une initiative plus vaste de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). De nouvelles analyses des données de l'Enquête sociale

générale porteront sur l'utilisation, par les particuliers, des technologies de l'information et des communications. On prévoit achever le projet en 2002-2003. En 2001, le GDRP s'adonnera à un exercice d'établissement des priorités au cours duquel les futures activités seront définies.

- Indicateurs socioéconomiques de la « connectivité »

Ce projet permettra de recueillir des données sur les facteurs qui influent sur la capacité du pays d'atteindre son objectif de rendre l'infrastructure du savoir accessible à tous les Canadiens. Ce projet servira en outre à déterminer l'utilisation réelle que font ou prévoient faire les ménages et d'autres secteurs de l'économie des technologies de l'information et des communications, et dans quelle mesure ces derniers sont prêts à se lancer dans le commerce électronique. La mesure du commerce électronique constitue une partie essentielle du projet.

Activités prévues

Deux enquêtes seront reprises au cours de la prochaine année afin d'obtenir un nouvel aperçu de l'utilisation du commerce électronique au Canada. Il s'agit de l'Enquête sur le commerce électronique et sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC), menée dans tous les secteurs de l'économie, et l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages (EUIM), à laquelle on aura ajouté des questions sur le commerce électronique. En outre, la «Série sur la connectivité» sera lancée en vue de servir de véhicule de diffusion pour les produits d'analyses élaborés à partir des données de ces enquêtes et d'autres enquêtes. En même temps, l'organisme explorera d'autres façons de recueillir des données sur l'utilisation des réseaux électroniques par les Canadiens. On prévoit achever ce projet en 2002-2003. En 2001, le GDRP s'adonnera à un exercice d'établissement de priorités au cours duquel les futures activités seront définies.

L'organisme continuera de travailler à l'interne et en étroite collaboration avec Industrie Canada en vue d'élaborer des mesures nouvelles et opportunes du commerce électronique et d'autres aspects de l'économie de réseau.

- Programme de la statistique de l'environnement

L'objectif de ce programme consiste à fournir aux Canadiens de l'information cohérente, complète et pertinente pour étudier la relation entre l'environnement et l'activité humaine. Le personnel du programme s'acquitte de son mandat principalement :

- en intégrant l'information sur l'environnement aux données socioéconomiques de Statistique Canada;
- en recueillant des données sur la protection de l'environnement directement auprès des entreprises, des ménages et des administrations publiques au moyen de plusieurs enquêtes sur la production et la consommation de produits et de services environnementaux.

Activités prévues

Les activités suivantes seront entreprises et contribueront à la réalisation de l'ensemble du programme.

- Le projet sur l'offre de matériaux recyclés ou recyclables devait être mené en quatre étapes, chacune d'une durée approximative d'un an. La première étape est terminée. Elle consistait à déterminer les activités et les intervenants des programmes de recyclage au Canada, ainsi qu'à trouver au moins deux options de collecte de données améliorées sur le recyclage. La deuxième étape comprendra un examen plus détaillé des méthodes de collecte de données les plus prometteuses. Une collecte pilote de données sera effectuée au cours de la troisième étape. Enfin, on procédera à une collecte de données complète au cours de la dernière année du projet.
- Un atelier sur l'évaluation des technologies et des pratiques environnementales s'est tenu en janvier à Statistique Canada. Parmi les participants, on comptait des experts des ministères fédéraux et des ingénieurs en environnement du secteur privé. Les recommandations découlant de cet atelier seront intégrées à la préparation du prochain cycle de l'Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement (EDPE), en 2000.
- Statistique Canada préparera un rapport sur l'utilisation des technologies environnementales, y compris celles liées à la conservation des ressources et à l'énergie renouvelable, ainsi qu'aux pratiques environnementales et aux activités de prévention de la pollution des industries des ressources naturelles et de la fabrication. Les données sur les industries comprises dans ce rapport permettront d'examiner l'utilisation qui est faite des technologies innovatrices pour la protection de l'environnement par le secteur des ressources naturelles (y compris le secteur primaire et celui de la fabrication).

Activités à l'appui des besoins en information liés à la cohésion sociale

La question de la polarisation sociétale et de l'identité canadienne compte parmi les principaux défis liés à la cohésion sociale au Canada. On a élaboré un cadre de recherche et, bien que l'on dispose d'une vaste gamme de données tirées des enquêtes existantes, des lacunes considérables subsistent. Une stratégie à plusieurs volets est proposée; celle-ci combine des initiatives particulières visant à répondre aux besoins en données à court terme et l'élaboration d'instruments souples de collecte et d'analyse de données permettant d'aborder les nouvelles questions issues du programme permanent de recherche. Les domaines visés par cette initiative sont les suivants :

- Enquête sociale générale (ESG)
Ce projet vise à remanier et à élargir l'ESG afin de recueillir des données à l'appui des initiatives de recherche, particulièrement dans les domaines de la cohésion sociale et du développement humain.

Activités prévues

Le prochain cycle de l'enquête (2001) portera sur les familles. Il s'agira de la troisième enquête rétrospective sur les familles menée dans le cadre du programme de l'ESG. Une fois de plus, l'enquête permettra de recueillir de l'information sur les antécédents liés aux relations conjugales, aux grossesses et à l'enfance; la planification familiale; l'usage de contraceptifs; les antécédents de travail; les études; les antécédents liés aux départs du foyer; le lien de parenté, etc. Les nouvelles initiatives pour 2001 comprennent la collecte de données améliorées sur les antécédents de travail et les études, sur les rapports financiers entre les pères et les enfants ne résidant pas au foyer et sur le processus de départ du foyer. En 2002-2003, on élargira le contenu de base du cycle sur le soutien social de l'ESG de façon à inclure le vieillissement.

- Crimes motivés par la haine et autres questions liées à la diversité dans le système de justice

Les crimes motivés par la haine et les inégalités perçues quant au traitement de divers groupes par le système de justice peuvent entraîner la polarisation de la société en fonction de critères raciaux ou ethniques. Les crimes motivés par la haine font partie des domaines où il existe des lacunes importantes en matière d'information. Ce projet permettra d'évaluer les données existantes et tentera de combler les lacunes relatives aux expériences vécues par divers groupes de victimes, de contrevenants et de personnes travaillant dans le système de justice afin d'appuyer l'élaboration d'une politique efficace en réponse aux activités motivées par la haine et à d'autres questions liées à la diversité dans le système de justice.

Activités prévues

En 2001-2002, on achèvera une série de profils des divers groupes touchés par les questions de diversité qui intéressent le système de justice (par ex. les Autochtones, les minorités visibles). Les profils présentent les caractéristiques socioéconomiques de chaque groupe, ainsi que les données sur le système de justice qui sont disponibles. Une étude de la diversité parmi les personnes qui œuvrent dans le système de justice sera aussi entreprise sous peu. Un survol des enjeux et des sources actuelles de données en ce qui a trait aux crimes motivés par la haine sera terminé. En 2002-2003 et au cours des années qui suivront, les travaux seront axés sur la mise à l'essai des méthodes de collecte des données et sur les tentatives visant à établir des mécanismes permanents de collecte des données pour combler ces lacunes.

- Enquête longitudinale auprès des immigrants au Canada

L'Enquête longitudinale auprès des immigrants au Canada vise à nous aider à mieux comprendre comment les immigrants s'adaptent à la vie au Canada. L'enquête permettra d'interviewer le même répondant à trois reprises après son arrivée au Canada : six mois (cycle 1), deux ans (cycle 2) et quatre ans (cycle 3). Ce concept facilitera l'analyse détaillée des facteurs qui influent sur les changements dans la vie des immigrants au fil du temps. L'enquête ne portera que

sur les questions liées aux adaptations et à l'intégration à court terme. Les résultats de cette enquête permettront de déterminer quels sont les services les plus efficaces pour aider les nouveaux arrivants à s'établir au Canada, ainsi que la façon dont ces personnes utilisent les ressources qui sont mises à leur disposition. L'enquête vise les résidents permanents de 15 ans et plus qui arrivent de l'extérieur du Canada au cours d'une période de temps donnée. L'unité primaire d'analyse de l'enquête est l'immigrant lui-même.

Activités prévues

En 2001-2002, on poursuivra l'élaboration du système de traitement des données de l'enquête et on mettra la dernière main au plan de l'analyse de celle-ci. La collecte des données du premier cycle de l'enquête débutera en avril 2001. Les résultats seront diffusés au début de 2003.

- Commerce et investissement dans le secteur culturel

Le projet de commerce et d'investissement dans le secteur culturel a été lancé au cours de l'exercice 1996-1997, grâce à des fonds de départ obtenus du ministère du Patrimoine canadien, d'Industrie Canada, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et de Statistique Canada.

Au cours des premières années, l'accent a été mis principalement sur l'élaboration de concepts et l'exploration des données :

- détermination des méthodes et des concepts pertinents pour évaluer le rôle et la contribution des activités commerciales au secteur culturel;
- élaboration d'une base de données intégrées sur le commerce international de biens et services culturels (en exploitant toutes les sources de données disponibles);
- détermination des lacunes et des stratégies appropriées pour améliorer les données sur le commerce dans le secteur culturel;
- production de documents techniques sur le commerce dans le secteur culturel;
- élaboration de produits d'analyse.

Activités prévues

Pendant les deux prochaines années, les responsables mettront la touche finale à une base de données intégrées sur le commerce de biens et services culturels et combleront les lacunes signalées. Les responsables du projet produiront également de la documentation technique sur le commerce et les produits analytiques.

Activités à l'appui des besoins en information liés au développement humain

Le développement humain couvre de nombreux aspects de l'expérience humaine : l'enfance, le travail, l'apprentissage, le vieillissement, les soins prodigués à autrui et la participation aux activités de la collectivité. Les projets statistiques suivants

seront entrepris afin de combler les lacunes relevées dans le cadre de l'initiative du réseau de développement humain au cours de ses premières années de recherche.

- Enquête sur les transitions au postsecondaire

L'Enquête sur les transitions au postsecondaire permettra de recueillir des données pour mieux comprendre les facteurs qui touchent la transition que doivent vivre les jeunes Canadiens entre les études postsecondaires et le monde du travail. Cette enquête permettra d'élaborer des politiques et des programmes destinés aux jeunes pour qu'ils réussissent ces transitions. Les résultats permettront aussi de définir les préoccupations au sujet de l'intégration sociale et du désengagement de la personne face à la société. L'enquête révélera s'il existe des lacunes majeures dans les premières étapes des études postsecondaires et si les jeunes qui abandonnent leurs études pourraient profiter d'autres avenues dans le domaine de l'éducation. Il existe un besoin évident de renseignements pour évaluer le nombre de personnes qui quittent le pays après avoir obtenu leur diplôme afin de comprendre les facteurs qui interviennent et d'élaborer des politiques sur la question de l'exode des cerveaux — une préoccupation grandissante sur le plan des politiques qui est liée à la compétitivité du Canada dans l'économie mondiale.

Activités prévues

Les résultats de l'Enquête de suivi auprès des diplômés de 1995 seront analysés et diffusés.

Une nouvelle enquête, l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires (EPEP), sera effectuée comme supplément de l'Enquête sur la population active en février 2002. L'EPEP fournira des données sur les inscriptions aux études postsecondaires, les décrocheurs et les diplômés de l'enseignement postsecondaire, l'endettement des étudiants et le remboursement de leur dette. Parmi les éléments clés du contenu de l'EPEP figurent les suivants :

- accès aux études postsecondaires et poursuite des études postsecondaires;
- indicateurs de l'endettement étudiant et du remboursement de la dette pour faciliter le suivi du Programme canadien de prêts aux étudiants.

- Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie (EICUV)

Au fur et à mesure que la société et l'économie canadiennes évoluent de façon plus marquée vers le savoir, les Canadiens doivent relever un nouvel ensemble de défis du point de vue de la transition et de l'adaptation. L'EICUV vise à évaluer directement, par la voie de mesures cognitives, la performance d'adultes de 16 à 65 ans dans les domaines suivants : *la compréhension de textes suivis, la compréhension de textes schématiques, les capacités de calcul et la résolution de problèmes*. Les résultats permettront d'établir le profil des compétences de la population canadienne en âge de travailler de façon à pouvoir effectuer des comparaisons à l'échelle internationale. Le projet sera élaboré de concert avec l'OCDE, ce qui permettra la conception et l'étalonnage d'une série de tests génériques servant à mesurer les compétences précitées.

Activités prévues

La diffusion du rapport de l'OCDE sur le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), que Statistique Canada aidera à coordonner et publier, est prévue pour octobre 2001. Le premier rapport canadien sur la cohorte des jeunes de 15 ans, dans lequel on examinera les résultats de l'Enquête sur les jeunes en transition et ceux du PISA, est attendu au début de 2002. On prévoit diffuser les résultats pour la cohorte des personnes de 18 à 20 ans vers la fin de 2001. Au cours des deux prochaines années, les étapes principales seront les suivantes : couplage et analyse des données nationales et internationales; examen des principaux outils d'évaluation; rédaction d'un rapport comparatif à l'échelle internationale; diffusion des microdonnées internationales; achèvement et publication d'un rapport comparatif et d'une monographie sur les données de l'Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie.

- Changements touchant les cheminements de vie et l'emploi du temps

Une des principales lacunes de la recherche en matière de politiques fédérales déterminées par l'Initiative de la recherche sur les politiques (IRP) a trait aux cheminements de vie et aux modèles d'emploi du temps des Canadiens, à la façon dont ces modèles se modifient et aux répercussions qu'ont ces changements. En particulier, l'IRP fait valoir ce qui suit : « La façon dont les Canadiens consacrent leur temps aux activités principales influe sur la production actuelle et future, la qualité des soins donnés aux enfants, la qualité de vie des particuliers et des familles ainsi que la force des collectivités locales. On doit suivre de près et mieux comprendre les conséquences des horaires surchargés des familles et de la nature changeante du monde du travail. Nous avons encore beaucoup à apprendre sur les préférences des familles pour ce qui est de concilier le travail, l'apprentissage, les loisirs et les activités de garde. » Le projet LifePaths est une activité innovatrice visant à intégrer des données provenant de diverses sources à Statistique Canada. Il a pour objectif de brosser un portrait statistique de l'emploi du temps des Canadiens et des activités auxquelles ils participent tout au long de leur vie.

Activités prévues

Le projet « LifePaths » en est à une étape clé, la diffusion au grand public du modèle de base est prévue d'ici la fin de l'exercice 2000-2001. Le logiciel et la documentation seront offerts sur le site Web de Statistique Canada.

Avec l'achèvement du modèle de base, des activités sont prévues selon trois orientations principales. La première comprend une série d'études analytiques. Certaines études sont fondées sur l'analyse que l'on a dû effectuer pour élaborer le modèle. Par exemple, une analyse a servi à élaborer les tendances des cohortes quant à la formation d'unions et à leur dissolution en comparant ou en combinant des données de l'ESG de 1995 avec celles de l'Enquête sur la famille de 1984. Le deuxième ensemble d'activités prévues visera à élargir les capacités du modèle en créant, par exemple, des modules sur l'impôt sur le revenu, le programme de

transfert de fonds et l'épargne personnelle. Ces modules revêtent une importance particulière pour les analyses du vieillissement de la population et des perspectives du revenu de retraite.

Dans le cadre de la troisième activité, on travaillera en collaboration avec les ministères clients, en particulier avec DRHC. Un des domaines d'intérêt est la projection des effets du vieillissement de la population.

- Enquête sur la sécurité financière (ESF)

L'ESF permettra de recueillir des données sur la valeur nette des Canadiens, c'est-à-dire la valeur de leur actif moins leur passif. Ce projet permettra de mieux comprendre :

- les types d'actif et de passif détenus par les particuliers et les familles au Canada;
- la façon dont la richesse est répartie au sein de la population canadienne;
- le profil des Canadiens qui détiennent divers types d'actif et de passif;
- les changements qui touchent l'actif et le passif au cours du cycle de vie;
- les capacités futures de consommation des Canadiens et leur vulnérabilité financière possible, particulièrement lorsque surviennent des événements imprévus comme une réduction du revenu;
- la mesure dans laquelle l'actif actuel des personnes leur permettra de toucher un revenu pendant leur retraite;
- le lien entre le revenu et la richesse;
- la mesure dans laquelle les actifs sont transférés, ou pourraient l'être, d'une génération à l'autre;
- les répercussions des prêts aux étudiants sur les étudiants et leurs familles.

Activités prévues

En raison de la complexité et de la quantité de données recueillies et calculées, les données seront diffusées en deux étapes. Une première diffusion des données sur l'actif et le passif est prévue pour mars 2001. La diffusion comprendra la majorité des composantes de l'actif et du passif (sauf les données relatives aux pensions). La diffusion comprendra en outre une comparaison de l'actif et du passif des Canadiens au fil des ans (grâce à une comparaison de l'enquête de 1999 avec celle de 1984).

La comparaison de l'ESF et des données agrégées du Système de comptabilité nationale se poursuivra, et un document comportant un rapprochement des deux sources d'information (et expliquant les différences possibles) doit paraître en mars 2001. D'autres documents de recherche sont attendus plus tard au cours de l'année.

Un document de consultation, qui explique la méthodologie proposée pour estimer une valeur pour les pensions, sera envoyé aux intervenants. Des commentaires sur le document de consultation sont attendus d'ici mars 2001. En 2001-2002, la méthodologie sera rajustée en conséquence et une valeur sera

calculée pour les pensions pour que l'on puisse diffuser la deuxième partie des données au début de l'automne.

Les activités prévues pour les prochaines années comprennent le traitement des données sur les pensions et la création d'un fichier de microdonnées à grande diffusion, ainsi que le soutien aux chercheurs.

- Système d'information amélioré sur l'éducation (SIAE)

Ce projet consiste à établir une base de données nationales comportant des dossiers scolaires d'élèves de tous les ordres d'enseignement, de la maternelle à l'enseignement postsecondaire, dans les établissements publics et privés. Ces renseignements permettront d'analyser la mobilité et le cheminement des élèves au fil des ans, d'un ordre d'enseignement à un autre, d'un établissement d'enseignement ou d'un secteur de compétence à un autre, ainsi que d'étudier de façon plus approfondie les facteurs liés aux résultats de l'éducation et aux résultats sur le marché du travail.

Activités prévues

En 2001-2002, on entreprendra l'analyse des données sur les étudiants de l'enseignement postsecondaire incluses dans la base de données jusqu'à présent afin d'illustrer les possibilités du SIAE et d'encourager ainsi d'autres secteurs de compétence à y participer activement.

Les responsables du projet feront face aux défis suivants au cours des prochaines années :

- mettre en pratique la Classification des programmes d'enseignement, un système de classification des principaux domaines d'études qui est beaucoup plus détaillé et moderne que celui qui est actuellement en place;
- régler les préoccupations de certains secteurs de compétence quant à la protection des renseignements personnels;
- mettre en application les changements aux systèmes dans les établissements pour leur permettre de déclarer des données selon le SIAE;
- régler les questions conceptuelles de couverture.

- Secteur des services d'enseignement et de formation

Le secteur des services d'enseignement et de formation (SEF) est un secteur complexe constitué de petites et de moyennes entreprises (PME), des services de formation au sein d'entreprises œuvrant dans d'autres secteurs d'activité (par exemple, les télécommunications, les soins de santé, les multimédias), ainsi que les activités commerciales des collèges, des universités et des conseils scolaires. Le secteur représente une part de plus en plus grande de l'offre des services d'enseignement et de formation au Canada. Toutefois, les projets existants de collecte de données ne permettent de recueillir que peu de renseignements sur le secteur SEF ou sur son rôle sur le marché de l'exportation.

Dans le cadre de l'Initiative de la recherche sur les politiques du gouvernement canadien, le lancement d'un projet intitulé *Données sur l'industrie des services en éducation et en formation* a été approuvé en juin 1999 afin de combler les lacunes. Ce projet sera financé pour une période de quatre ans.

Activités prévues

Des plans précis pour les deux prochaines années font toujours l'objet de discussions avec les ministères concernés (Industrie Canada, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et ministère du Patrimoine canadien).

Activités à l'appui des besoins en information liés aux défis et aux possibilités à l'échelle mondiale

Puisque les projets de la présente section sont de portée internationale, on ne peut les classer parmi les titres précédents.

- Rapprochement et amélioration des données sur le commerce international de marchandises

Deux facteurs touchant l'élaboration de la politique commerciale du Canada nécessitent une meilleure compréhension. Il s'agit des rapprochements avec les données des principaux partenaires commerciaux et les caractéristiques des exportateurs canadiens. Des données sur le commerce, approuvées par toutes les parties concernées, sont à la base des négociations commerciales. Ce projet consistera à procéder, avec les principaux partenaires commerciaux du Canada, au rapprochement des échanges commerciaux bilatéraux sur une base annuelle. Par ailleurs, on établira une population d'exportateurs que l'on maintiendra au fil des ans. Cela nous permettra d'analyser les caractéristiques de nos exportateurs, c'est-à-dire qui ils sont, ce qu'ils exportent et vers quels pays. Ces renseignements constituent une composante clé pour contrôler et mettre au point des activités de promotion commerciale.

Activités prévues

Sur le plan du rapprochement, en 2000-2001, les travaux se poursuivront avec l'Union européenne pour les données de 1998 et 1999, ainsi qu'avec le Mexique, pour les données de 1999 et peut-être celles de 2000. Des négociations seront entreprises avec le Japon et la Corée. En ce qui a trait aux exportateurs, les données relatives à 1998 et 1999 seront produites. Dès lors, cet exercice se poursuivra sur une base annuelle. Un certain nombre de questions analytiques intéressantes seront élaborées au moyen des données longitudinales de 1993 à 1999. Le registre peut être utilisé comme base de sondage pour effectuer des enquêtes sur des segments de la population des exportateurs.

2. *Mise en œuvre de l'initiative Carnet de route sur la santé*

L'initiative Carnet de route sur la santé est un travail de collaboration de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), de Statistique Canada, de Santé Canada et de plusieurs groupes œuvrant dans le domaine de la santé. Cette initiative vise à :

- produire de l'information de meilleure qualité traitant des grandes questions actuelles et nouvelles en matière de santé;
- traiter les problèmes de données fragmentées ou incomplètes;
- améliorer l'analyse de l'information qui est saisie sur la santé; ainsi que
- diffuser plus largement l'information sur la santé afin d'atteindre son potentiel pour améliorer la santé des Canadiens et leur système de santé.

Cette initiative requiert l'établissement de nouvelles bases de données ou le développement des données actuelles afin de mieux comprendre les nouvelles questions sur les soins de santé. L'initiative, grâce aux nombreux projets qui y sont reliés, permettra aussi de fournir de meilleures données, des normes techniques en vue de recueillir l'information et d'assurer la protection des renseignements personnels, et contribuera à produire un ensemble de grands indicateurs sur la santé et ses déterminants que le grand public et les gestionnaires du système de santé pourront utiliser.

Les projets comprennent :

- le lancement de l'Enquête sur la santé des collectivités canadiennes, qui fournira des estimations transversales sur les déterminants de la santé, les facteurs de risque, l'état de santé et l'utilisation du système de santé, non seulement à l'échelon national et provincial, mais aussi dans les collectivités subprovinciales dans tout le Canada;
- l'élaboration d'ensembles de données axés sur la personne, qui incorporent les données sur les soins de santé aux renseignements sur la santé des Canadiens et aux résultats des soins médicaux;
- la mise à jour du Registre canadien du cancer pour lui permettre d'accepter des données supplémentaires (détails sur les diagnostics, en particulier la détermination du stade, les interventions médicales, chirurgicales et thérapeutiques, ainsi que des données sur les coûts et les résultats connexes) afin de favoriser l'analyse de la survie;
- le développement des statistiques de l'état civil afin d'améliorer l'exactitude, la rapidité et la qualité des données et d'accroître la capacité d'utiliser les données sur la naissance et sur la mortalité pour exploiter l'information relative aux résultats en matière de santé; ainsi que
- l'élaboration d'une série chronologique comprenant une description des initiatives importantes en matière de santé, selon l'âge, le sexe et la région géographique, la catégorie (les déterminants non médicaux relatifs à la santé), l'état de santé, l'utilisation du système de santé, les caractéristiques démographiques et économiques.

Le financement prévu pour ce projet se termine dans deux ans. L'accord récent du premier ministre sur la santé comprend un engagement à informer les Canadiens sur l'état de santé, les résultats en matière de santé et l'efficacité des services de santé subventionnés par l'État. Les négociations et les discussions avec les parties intéressées

vont se poursuivre, car un financement garanti est nécessaire pour assurer le succès de l'initiative ainsi que pour aborder les lacunes qui ont été signalées depuis le début des activités. Ces lacunes comprennent la collecte régulière de données sur les résidents des établissements et sur le nombre croissant de fournisseurs de services de santé.

3. *Initiative canadienne sur les statistiques sociales*

L'Initiative canadienne sur les statistiques sociales (ICSS) est un projet de collaboration du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et de Statistique Canada.

Statistique Canada détient des ensembles complets de données qui constituent pour le pays une excellente base statistique de renseignements sur les questions sociales et socioéconomiques importantes. Ces renseignements comprennent, entre autres, les facteurs qui déterminent le développement de l'enfant, les résultats d'enquête qui mettent en lumière le droit des Canadiens d'accumuler une pension, l'incidence des pratiques commerciales concurrentielles sur les employés, les facteurs qui déterminent la santé des Canadiens et l'incidence du crime et ses répercussions sur les victimes et sur la société.

Voici les trois principaux objectifs du projet :

- promouvoir la recherche et la formation pour utiliser pleinement les statistiques sociales à grande échelle;
- faciliter l'accès aux microdonnées détaillées de Statistique Canada (tout en gardant la confidentialité des données conformément à la *Loi sur la statistique*) en mettant en place des centres de données partout au Canada;
- maximiser l'interface entre la recherche et la politique gouvernementale.

Pour y donner suite, le plan proposait l'établissement de sites dans les universités qui seraient en fait des extensions de Statistique Canada fonctionnant selon les mêmes dispositions strictes quant à la sécurité (chaque centre ayant un employé à temps plein de Statistique Canada sur place et en tout temps). Les chercheurs qui utilisent les données doivent présenter une demande à un comité dirigé par le CRSH et qui compte un représentant de Statistique Canada. Si sa demande est approuvée, le chercheur doit prêter serment en vertu de la *Loi sur la statistique*, après quoi il peut accéder aux données selon les mêmes dispositions en matière de sécurité que celles établies pour les employés de Statistique Canada. Toutes les données agrégées qui sortent des installations protégées feront l'objet d'une sélection minutieuse en vue d'assurer la confidentialité.

Le chercheur doit aussi rédiger un rapport fondé sur les résultats de sa recherche, lesquels font l'objet d'un examen rigoureux par des pairs et par des établissements, sous la gouverne de Statistique Canada, favorisant l'utilisation des données canadiennes pour les initiatives de recherche en cours et ainsi, contribuera à une meilleure compréhension des facteurs jouant un rôle dans la nouvelle dynamique socioéconomique.

Au cours des 18 prochains mois, nous ouvrirons 9 centres de données dans différentes universités. Le premier centre de données a été établi à l'Université McMaster, en décembre 2000.

4. *Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation et comptes satellites du secteur bénévole du Système de comptabilité nationale du Canada*

• L'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation

En mars 1999, le gouvernement fédéral convoquait une série de concertation qui réunissaient des représentants du gouvernement et du secteur bénévole afin de déterminer quelle était la meilleure façon d'obtenir l'appui du gouvernement fédéral en faveur du secteur bénévole. Le rapport de ces délibérations, intitulé « Travailler ensemble », recommandait, entre autres, de reprendre l'Enquête de 1997 sur les dons, le bénévolat et la participation, de sorte que Statistique Canada mènerait l'enquête aux trois ans à partir de 2000. On suggérait également que l'enquête ait une orientation longitudinale, car on interrogera qu'un petit groupe de répondants dans les années intermédiaires.

L'enquête de 2000 a été effectuée dans un contexte économique radicalement différent de celle de 1997. L'enquête fournira une occasion unique d'examiner de près l'incidence des conditions économiques générales, à la fois sous l'aspect du bénévolat et des comportements liés aux dons. Le panel longitudinal devrait nous permettre de comprendre enfin les allées et venues motivant les activités liées au bénévolat et aux dons. Les résultats de cette enquête devraient être disponibles en août 2001.

• Comptes satellites du secteur bénévole du Système de comptabilité nationale du Canada

Le Système de comptabilité nationale fournit une structure pour l'élaboration d'un ensemble de comptes en vue d'estimer l'importance et les répercussions de divers aspects de la vie économique au Canada en rapport avec le reste de l'économie. Le secteur bénévole se compose d'organismes sans but lucratif qui misent sur des bénévoles (à tout le moins au chapitre de leur régie interne) ainsi que sur le soutien financier de particuliers, d'entreprises ou d'administrations publiques afin de fournir des biens et des services d'intérêt public. Les normes internationales en matière de comptabilité nationale incluent des lignes directrices sur le traitement et la classification de ces organismes. De plus, étant donné l'importance que revêt le travail non rémunéré dans ce secteur, il faut élargir la portée des comptes types afin que ceux-ci englobent la valeur que représente le travail bénévole pour l'économie.

Le projet sera mis en œuvre par étapes. En 2000-2001, des estimations provisionnelles fondées sur les sources de données existantes sont en voie de préparation. Les résultats seront évalués sous l'angle de l'exhaustivité, de la qualité et de la cohérence, et l'on envisagera les moyens d'en améliorer la qualité en consacrant des ressources à la vérification et à l'imputation des sources de données existantes. Les résultats attendus au bout de l'année consisteront en comptes provisionnels et en deux rapports : le premier présentera les résultats de l'évaluation de la qualité, tandis que le second portera sur une analyse descriptive du secteur bénévole.

Des améliorations à la méthodologie seront entreprises en 2001-2002 afin de hausser la qualité des estimations, de sorte que ce secteur puisse faire partie intégrante du processus de production des comptes nationaux. Il faudra notamment mener des négociations avec d'autres ministères, par exemple avec l'Agence canadienne des douanes et du revenu et le Conseil du Trésor, afin de se pencher sur la qualité des dossiers administratifs utilisés à l'étape préliminaire du projet, qui sera intégré au programme permanent en 2002-2003.

C. Le maintien d'une infrastructure nationale de connaissances statistiques

Statistique Canada doit continuellement s'assurer que l'information qu'il produit est utile, pertinente et de grande qualité, mais, ce qui est tout aussi important, que les communications entre Canadiens et l'organisme soient, autant que possible, aussi pratiques que facile d'utilisation. L'organisme continuera de mettre en œuvre des initiatives axées sur le contrôle du fardeau imposé aux répondants. Afin d'alléger le fardeau des répondants, on explorera de nouvelles avenues pour l'utilisation du fonds de renseignements administratifs et on mettra au point et vérifiera les méthodes et les technologies modernes. En outre, Statistique Canada participe activement à l'initiative gouvernementale « Résultats pour les Canadiens et les Canadiennes », qui vise à atteindre les mêmes objectifs. L'information qui suit est un résumé de certains des principaux plans de l'organisme dans ce secteur pour les trois prochaines années.

1. *Contrôle du fardeau des répondants*

À Statistique Canada, on est conscient que les demandes d'information exigent beaucoup de temps et d'efforts de la part des répondants. Les initiatives suivantes constituent des exemples des mesures constantes prises par l'organisme pour contrôler le fardeau imposé aux répondants par l'intermédiaire d'autres moyens de collecte de données.

- L'élaboration de l'Enquête unifiée auprès des entreprises
Statistique Canada remodèle l'ensemble de son cadre de travail pour mener des enquêtes sur les entreprises. Afin d'éviter de reproduire les activités d'enquête, la plupart des enquêtes annuelles sur les entreprises continueront d'être intégrées dans un seul programme d'enquête principal appelé Enquête unifiée auprès des entreprises (EUE). En outre, l'EUE permettra de recueillir plus de détails qu'il n'était possible de le faire auparavant sur les branches d'activité et sur les biens et services à l'échelle provinciale. L'EUE permettra également d'éviter les recoupements entre les divers questionnaires d'enquête.

Dans le domaine du fardeau de réponse, Statistique Canada continuera de contrôler et de limiter le fardeau d'enquête qu'il impose aux entreprises, particulièrement aux petites entreprises, et fait en sorte que l'exercice grâce auquel les entreprises lui donnent les renseignements nécessaires soit le plus simple, le plus souple et le plus économique possible.

Plusieurs nouvelles approches en matière de déclaration électronique des données font l'objet de mises à l'essai, afin de trouver des façons plus simples et plus économiques pour les entreprises de fournir les données demandées. Des efforts plus importants sont consacrés à la consultation des entreprises répondantes et de leurs associations quant aux mesures visant à alléger le fardeau de réponse. Des méthodes d'enquête ont été mises au point et permettent aux très petites entreprises d'être exclues complètement des enquêtes-entreprises de Statistique Canada.

Afin de s'assurer que le fardeau de réponse découlant des questionnaires est le plus léger possible, un groupe de travail continuera de passer en revue des stratégies d'enquête auprès des entreprises. Il se penchera sur des questions comme l'élimination des questions qui se recoupent ou des questions non prioritaires dans les questionnaires d'enquête, grâce à l'utilisation d'autres sources d'information, et veillera à ce que les questionnaires adoptent une terminologie et des concepts correspondant à ceux utilisés par les entreprises pour tenir leurs livres.

- L'élaboration de nouvelles données administratives

Une autre façon d'alléger le fardeau du répondant est l'utilisation de données administratives qui ont déjà été compilées d'autres sources. Souvent, ces données proviennent d'autres organismes ou ministères fédéraux ou d'autres ordres de gouvernement qui doivent recueillir des renseignements pour répondre aux exigences de leurs propres programmes.

Statistique Canada continuera de rechercher activement de nouvelles sources de données administratives et adoptera une approche proactive en concluant des ententes pour partager de telles données afin d'éviter qu'il soit nécessaire de mener d'autres enquêtes. Certaines sources, comme l'Index général des renseignements financiers (IGRF) et le fichier de la taxe sur les produits et services (TPS), ainsi que le système des retenues à la source, ont été identifiées et analysées, et seront intégrées au système statistique. Ces sources sont compatibles avec les enquêtes de Statistique Canada et, par conséquent, peuvent servir à compléter les données d'enquêtes et permettre à l'organisme de mieux comprendre la structure socioéconomique de la société canadienne. Au cours des prochaines années, Statistique Canada continuera de chercher des sources additionnelles de données administratives pour combler ses besoins en matière d'information.

2. Résultats pour les Canadiens et les Canadiennes

Statistique Canada appuie pleinement l'engagement du gouvernement énoncé dans le document « Résultats pour les Canadiens et les Canadiennes ». Tous les plans énumérés à la section III du présent rapport contribuent à la prestation d'un service axé sur les citoyens ou au gouvernement en direct, ou aux deux. Parmi les exemples figure l'élaboration du Programme de recherche par enquêtes, grâce auquel des données très pertinentes sont fournies aux principaux ministères chargés des politiques afin que ces dernières soient davantage axées sur les besoins des citoyens. L'initiative Carnet de route sur la santé devrait donner des résultats similaires, alors que l'élaboration de l'Enquête unifiée auprès des entreprises fournira aux répondants une approche centralisée.

- Gouvernement en direct

Statistique Canada perçoit Gouvernement en direct comme comportant de nombreux avantages pour lui permettre d'atteindre ses objectifs : l'amélioration de la prestation des services, l'optimisation de l'accès aux données de l'organisme, l'établissement de partenariats, la communication avec les intervenants, l'exploitation de nouvelles technologies pour la collecte des données et, enfin, l'amélioration de l'image de marque. De façon plus particulière, Gouvernement en direct offre à Statistique Canada la possibilité d'améliorer son rendement par rapport aux critères de mesures établis : pertinence, exactitude, actualité, accessibilité, intelligibilité et cohérence.

Au cours de la période de planification, les trois services clés suivants seront le point de mire.

- **Diffusion de l'information et communications** : En 1995, Statistique Canada a fait de son site Internet, www.statcan.ca, un élément clé de sa stratégie de communications et de diffusion. Aujourd'hui, le site Internet est devenu le principal outil pour la diffusion officielle des données statistiques et la prestation de services aux utilisateurs de ces données. Un certain nombre de projets devraient permettre d'élargir l'utilisation de cet outil en direct. Il s'agit notamment de la création de CANSIM II, un répertoire central de tous nos fonds documentaires publiés et publiables, ainsi que de la base de métadonnées intégrées, lesquelles décrivent pleinement les fonds documentaires de Statistique Canada, la qualité des données, les sources d'enquête et les produits statistiques. Statistique Canada élargira aussi le Profil statistique des communautés canadiennes afin d'inclure une gamme variée d'autres sources, notamment la santé, l'éducation, la justice, l'agriculture, le lieu de travail et les statistiques sur le travail, et de fournir un outil pour permettre l'affichage cartographique des modèles socioéconomiques et de divers éléments, comme les routes, les écoles, les hôpitaux et les immeubles gouvernementaux. Un des objectifs clés de Gouvernement en direct est de donner accès à des renseignements et des services organisés en fonction des clients. Il s'agit du principe directeur qui sous-tend le regroupement électronique des services. Statistique Canada fournira les données pour environ 20 des sites regroupés actuellement définis.

- **Collecte de données statistiques** : Statistique Canada a entrepris la mise en œuvre d'un outil de collecte en direct pour les données statistiques. Cette démarche n'en est qu'à ses débuts, en raison de la nécessité de trouver un outil sécuritaire qui permettra d'offrir aux répondants l'assurance nécessaire quant à la protection des renseignements personnels et de la confidentialité. Parmi les activités prévues figurent un certain nombre d'études pilotes, qui permettront d'élaborer les outils nécessaires pour effectuer la collecte de données en direct. Ces études seront aussi utilisées pour évaluer des enjeux comme la capacité et la volonté des répondants d'utiliser un outil en direct, et les répercussions sur la qualité des données. À l'heure actuelle, toutefois, l'adoption d'Internet par le public progresse de façon inégale, les répondants n'étant pas tous prêts à répondre à des enquêtes en direct. Les méthodes de collecte existantes doivent par conséquent être maintenues parallèlement à l'adoption de l'option Internet.
- **Relations avec les intervenants** : Dans ce domaine, Statistique Canada utilise déjà beaucoup les outils en ligne — et continuera de le faire — en vue d'améliorer l'efficacité de ses ententes de partenariats (voir la partie VI, section B).

L'organisme prévoit en outre investir dans ses infrastructures techniques et administratives afin d'appuyer les propositions de services clés abordées ci-dessus.

- Initiative d'amélioration du service

Dans le cadre de la prestation des services axés sur le citoyen, le gouvernement du Canada a lancé l'initiative d'amélioration du service. Cette initiative a obtenu l'appui total de Statistique Canada, qui y contribue déjà depuis quelques années.

Au fil des années, l'organisme a incorporé plusieurs aspects de l'initiative d'amélioration du service dans ses pratiques de gestion, notamment la publication des normes de service au public et la vérification du respect de ces normes; une évaluation continue de la pertinence de l'information qu'il publie; la réalisation d'études de marché sur des produits et des services particuliers, dont son site Web; la conduite de sondages d'opinion auprès des employés; l'établissement d'un programme pour contrôler le fardeau de réponse; la prestation de cours de formation sur le service à la clientèle et la mesure de la satisfaction du client; et l'ajout d'une section sur les commentaires des clients dans ses rapports quadriennaux de programme, qui sont remplis par toutes les divisions.

Comme mentionné plus haut, Statistique Canada évalue continuellement la pertinence des renseignements qu'il publie et mène des études de marché sur des produits et des services particuliers. Plus récemment, l'organisme a entrepris un certain nombre d'études de marché et des tests de marché afin de mieux comprendre les besoins des utilisateurs en matière d'information. Ces études comprennent :

- une étude portant sur l'incidence, sur les clients, de la conversion des documents imprimés de l'organisme en une forme électronique affichée dans Internet;
- une étude sur le nouveau format des publications électroniques; ainsi que
- une évaluation de E-STAT un produit élaboré pour être utilisé dans les écoles secondaires par les utilisateurs.

Le site Web de Statistique Canada connaît une importance de premier plan. En effet, le site permet à l'organisme d'atteindre ses objectifs axés sur la consultation par le public ainsi que la prestation des services commerciaux. L'évolution du site et sa grande crédibilité auprès du public sont grandement attribuables à un certain nombre d'études de marché, dans lesquelles la rétroaction des utilisateurs par rapport à la conception du site, du contenu et des outils qui sont mis à la disposition des visiteurs était sollicitée et mesurée. Ces études comprenaient deux sondages omnibus qui ont été menés en 1997 et 1999, et qui mesuraient également le degré de satisfaction des clients par rapport au site. Cette étude de marché se poursuivra à mesure que se développent et s'élargissent les possibilités de services.

Compte tenu de l'importance croissante et du profil que l'on a accordés à l'amélioration des services aux Canadiens, l'organisme continuera, au cours de l'horizon de la planification, de mettre au point ses pratiques actuelles, en tenant compte de la prestation de services axés sur le client.

Une attention toute particulière sera accordée à l'application des outils communs de mesure suggérés par les maîtres d'œuvre de l'initiative dans les futures recherches sur la satisfaction des clients de sites Web.

Statistique du Recensement de la population

3.1.1 Objectif

Ce secteur d'activité vise à fournir des renseignements statistiques sur la population canadienne ainsi que sur ses caractéristiques et conditions démographiques et leur évolution dans le temps.

3.1.2 Description

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du recensement quinquennal de la population. Le recensement fournit quant à lui des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit les renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et sur les petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la taille de la population et de sa structure démographique intercensitaire ainsi que les projections démographiques s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la distribution des paiements de transfert fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et d'autres organismes locaux des provinces.

Les chiffres de population permettent d'établir :

- ***les limites des circonscriptions électorales***
- ***les paiements de transfert***
- ***la répartition des fonds municipaux***

3.1.3 Dépenses nettes prévues² (en millions de dollars) et équivalents temps plein (ETP)

Prévisions des dépenses 2000-2001 ¹	Dépenses prévues 2001-2002	Dépenses prévues 2002-2003	Dépenses prévues 2003-2004
122,3 \$	218,3 \$	34,8 \$	18,9 \$
1 573 ETP	1 317 ETP	610 ETP	454 ETP

¹ Ce montant reflète les prévisions les plus justes des dépenses prévues d'ici la fin de l'exercice courant.

² La *Loi sur la statistique* exige qu'il y ait un recensement tous les cinq ans. La Constitution et la *Loi sur la statistique* exigent la tenue d'un recensement décennal toutes les années se terminant par le chiffre 1, comme 2001. Il faut huit ans pour mener à terme un cycle complet d'activités pour le Recensement de la population, à partir de l'élaboration du contenu et des questionnaires jusqu'à la collecte, au traitement et à la diffusion des données. Par conséquent, les cycles des recensements et les ressources financières nécessaires se chevauchent, la fin d'un programme de recensement se produisant en même temps que la préparation au prochain recensement et les consultations préalables.

3.2 *Principaux engagements en matière de résultats, de résultats prévus, d'activités connexes et de ressources*

Information à fournir aux Canadiens :	Résultats prévus :	Activités connexes :	Ressources pour 2001-2002, en millions de dollars
<p>Des statistiques objectives et non partisans, permettant d'évaluer divers aspects de l'économie et de la société canadiennes, qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • applicables à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions; • adaptées aux problèmes nouveaux; • de grande qualité. <p>Et qui permettent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • répondre aux exigences légales; • renseigner les Canadiens sur les questions économiques et sociales actuelles et nouvelles; • maintenir une infrastructure nationale d'information statistique. 	<p>Information démographique sur le Canada</p>	<p>Collecte, totalisation et analyse des données du Recensement de 2001</p> <p>Planification initiale en vue du Recensement de 2006</p>	<p>199,6</p>

Recensement de 2001

Les données du Recensement de 2001 seront recueillies de la même façon que pour les recensements précédents. Toutefois, dans deux emplacements d'essai, London, en Ontario et une région rurale près d'Edmonton, en Alberta, on offrira aux répondants la possibilité de remplir leur questionnaire et de le retourner par Internet. Cette option sera aussi offerte aux membres de l'INCA et aux répondants qui ont des préoccupations quant à la protection des renseignements personnels. Les derniers préparatifs se poursuivent en vue du jour du recensement, le 15 mai 2001. Ils sont principalement axés sur les activités suivantes :

- le dénombrement anticipé dans les régions du Nord et dans les régions éloignées aura lieu au début de mars 2001;
- les questionnaires d'enquête ont été imprimés et envoyés aux entrepôts régionaux du recensement;
- le recrutement et la formation du personnel de collecte continueront au cours des prochains mois, par exemple, pour les commissaires au recensement, les recenseurs, etc.;
- la livraison dans les secteurs de retour par la poste se fera du 1^{er} mai au 12 mai 2001;
- les activités de la campagne de publicité faisant la promotion du recensement seront intensifiées en avril et mai 2001;
- le suivi de la non-réponse sur le terrain se terminera en juillet 2001;
- l'opération de saisie des données aura lieu dans les centres de l'ACDR à partir du milieu de juin 2001 jusqu'à la fin d'octobre 2001;
- les activités de codage et de vérification commenceront à l'été 2001 et se termineront à l'automne 2002;
- la diffusion des chiffres portant sur la population et le logement aura lieu en mars 2002. Les autres résultats issus du Recensement de 2001 seront diffusés graduellement entre l'été 2002 et le printemps 2004, et seront diffusés dans différents médias, par exemple dans Internet, sur CD-ROM, et au moyen de communiqués de presse et de publications; ainsi que
- la diffusion des estimations provenant d'études sur la couverture du Recensement de 2001 se fera au printemps 2003. Les estimations de la population seront alors recalculées en utilisant ces estimations et les résultats du Recensement de 2001.

On estime que 42 milliards de dollars seront réalloués (accords fiscaux fédéral-provinciaux) à l'aide des résultats du Recensement de 2001.

Recensement de 2006

Quant au Recensement de la population de 2006, les activités de développement commenceront en 2002. Le processus de planification était surtout orienté sur la résolution des problèmes prévus relativement à la collecte des données. Les questions au premier plan comprennent la vie privée et le « recenseur de la région »; le choix de répondre au moyen d'Internet; et la façon la plus économique de traiter les questionnaires distribués dans tous les foyers canadiens. Une proposition pour remanier les méthodes de

collecte et de traitement des données du recensement a été mise au point. La méthode proposée comprend l'élaboration d'un registre des adresses englobant toutes les régions du Canada où l'on utilise des adresses de voirie. Les questionnaires pourront par la suite être envoyés aux membres des ménages et retournés par la poste à un bureau central. Durant les trois prochaines années, l'organisme s'efforcera de mettre en place les mécanismes nécessaires pour permettre la transition à cette nouvelle méthodologie de recensement.

PARTIE IV : INITIATIVES CONJOINTES

4.1 Initiatives collectives

En raison de la nature de son mandat, Statistique Canada ne joue pas un rôle direct dans l'élaboration des politiques. Toutefois, tel qu'il est mentionné précédemment dans le présent rapport, l'un des principaux objectifs de l'organisme est de « produire de l'information et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne afin d'étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes publics, de faciliter la prise de décisions dans les secteurs public et privé et de servir l'intérêt général de tous les Canadiens ».

Cependant, l'organisme joue effectivement un rôle capital en éclairant les questions politiques d'intérêt public. La plupart des questions nationales actuelles sont traitées et évaluées à l'aide des données et des analyses de Statistique Canada. Le *Discours du Trône* de 1999 mentionne huit questions d'ordre national : les enfants, les jeunes, l'économie, la santé, l'environnement, des collectivités plus vigoureuses, les populations autochtones et la position du Canada dans le monde. Chaque question a été et continuera d'être mise en lumière grâce aux produits de l'organisme. Les données de l'organisme permettent de fournir des chiffres sur les questions. De plus, les analyses objectives ajoutent une contribution importante à la formulation des choix ou des solutions possibles.

La participation de Statistique Canada à l'Initiative de la recherche sur les politiques (IRP) du gouvernement canadien constitue un autre exemple de la façon dont l'organisme cherche à éclairer les discussions portant sur les politiques gouvernementales d'intérêt public. Le Comité de recherche sur les politiques (CRP) a été mis sur pied en juillet 1996. Il constitue l'un des éléments de l'examen entrepris par le Bureau du Conseil privé (le projet Canada en 2005) afin de comprendre l'environnement politique à moyen terme et de commencer la planification pour la prochaine décennie. Le CRP fait ressortir quatre grands secteurs de préoccupations actuelles et nouvelles en matière de politique — *l'économie fondée sur le savoir, la croissance économique, la cohésion sociale et le développement humain* (un cinquième secteur, *les défis et les possibilités globales*, a été ajouté par la suite). Statistique Canada poursuit ses activités d'élaboration d'un certain nombre de nouvelles enquêtes qui font écho aux défis auxquels doivent faire face les chercheurs et aux lacunes en matière de renseignements statistiques désignées par le CRP. Ces nouvelles initiatives ont été mises en œuvre pour donner suite à des priorités particulières en matière de recherche et de besoins d'information et fournissent un programme d'action cohérent et intégré. Nous vous présentons des initiatives collectives pour lesquelles l'organisme a particulièrement reçu un financement de partenariat :

Initiatives collectives	Engagement face aux résultats clés	Ministère responsable	Résultats prévus
Enquête auprès des peuples autochtones et formation en statistiques du peuple autochtone	Fournir de l'information sur les populations autochtones et les circonstances socioéconomiques, et offrir une formation en statistiques au peuple autochtone	Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC)	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'information sur les populations autochtones et les circonstances socioéconomiques • Recrutement et formation des Autochtones
Initiative de la recherche sur les politiques — lacunes statistiques (Lacunes statistiques II)	Regrouper puis développer un programme de recherche-sondage en réponse à la décision du Groupe de développement en recherche sur les politiques (GDRP) au sujet des lacunes relatives à l'information sur les politiques de recherches hautement prioritaires	GDRP ¹	Fournir l'information permettant de traiter les nouvelles questions et les nouveaux défis en fonction de l'IRP

¹ Le GDRP comprend un certain nombre de ministères importants qui ont des besoins d'information sur les lacunes relatives aux données. Ces ministères sont : Industrie, Environnement, Ressources naturelles, Développement des ressources humaines, Santé, Justice, Citoyenneté et immigration, Agriculture et Agroalimentaire, Patrimoine canadien, Finances, et Affaires étrangères et Commerce international.

PARTIE V : RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Tableau 5.1

Statistique Canada

Source des recettes disponibles et des recettes non disponibles

Recettes disponibles

(en millions de dollars)	Prévisions des recettes 2000-2001	Recettes prévues 2001-2002	Recettes prévues 2002-2003	Recettes prévues 2003-2004
Statistique économique et sociale	75,6	75,6	55,9	55,9
Statistique du Recensement de la population	12,3	12,3	13,3	13,3
Total des recettes disponibles	87,9	87,9	69,2	69,2

Recettes non disponibles

(en millions de dollars)	Prévisions des recettes 2000-2001	Recettes prévues 2001-2002	Recettes prévues 2002-2003	Recettes prévues 2003-2004
Statistique économique et sociale Services statistiques spéciaux	2,5	0,8	0,8	0,8
Total des recettes non disponibles	2,5	0,8	0,8	0,8

Total des recettes disponibles et des recettes non disponibles	90,4	88,7	70,0	70,0
---	------	-------------	------	------

Tableau 5.2

Statistique Canada

Coût net du programme pour l'exercice du Budget des dépenses

(en millions de dollars)	Dépenses prévues 2001-2002
Dépenses nettes prévues	547,3
Plus : Services reçus sans frais	
• Locaux fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)	23,4
• Cotisations de l'employeur aux régimes d'assurance des employés et coûts payés par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT)	23,7
• Protection des accidents du travail assurée par Développement des ressources humaines Canada	0,3
• Traitements et coûts connexes liés aux services juridiques fournis par Justice Canada	0,1
	47,5
<i>Moins : Recettes non disponibles</i>	0,8
Coût net du programme pour 2001-2002	594,0

Tableau 5.3**Statistique Canada****Sommaire des paiements de
transfert**

(en millions de dollars)	Prévisions des recettes 2000-2001	Recettes prévues 2001-2002	Recettes prévues 2002-2003	Recettes prévues 2003-2004
SUBVENTIONS				
Statistique économique et sociale	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des subventions	0,0	0,0	0,0	0,0
CONTRIBUTIONS				
Statistique économique et sociale	0,6	0,6	0,6	0,6
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des contributions	0,6	0,6	0,6	0,6
AUTRES PAIEMENTS DE TRANSFERT				
Statistique économique et sociale	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des autres paiements de transfert	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des paiements de transfert	0,6	0,6	0,6	0,6

PARTIE VI : AUTRES RENSEIGNEMENTS

A. Mandat législatif

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la fourniture de données précises :

Loi canadienne sur les prêts aux étudiants

Loi constitutionnelle

Loi de l'impôt sur le revenu

Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

Loi de 1980 remaniant la législation bancaire

Loi électorale du Canada

Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés

Loi sur l'équité en matière d'emploi

Loi sur la concurrence

Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales

Loi sur la sécurité de la vieillesse

Loi sur la taxe d'accise

Loi sur le Conseil des Arts du Canada

Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et des croisements de chemin de fer

Loi sur le Parlement du Canada

Loi sur les allocations spéciales pour enfants

Loi sur les déclarations des personnes morales

Loi sur les juges

Loi sur les langues officielles

Loi sur les pensions

Loi sur les prestations de retraite supplémentaires

Loi sur les subventions aux municipalités

Loi sur les traitements

Régime de pensions du Canada

B. Pertinence, partenaires de Statistique Canada et utilisation des données

B.1 Pertinence

Statistique Canada compte sur un grand nombre de mécanismes permanents qui contribuent à l'évaluation du programme global de l'organisme. En raison de la nature de ces mécanismes et de la portée de leur examen, les conseils dont Statistique Canada bénéficie finissent par toucher pratiquement tous ses programmes. Les mécanismes suivants fournissent conseils et rétroaction à l'organisme.

Conseil national de la statistique

Le Conseil national de la statistique conseille le statisticien en chef du Canada sur toutes les activités de Statistique Canada, en particulier sur les priorités du programme dans son ensemble.

Comités consultatifs professionnels

Dans les grands domaines statistiques, un réseau de comités consultatifs professionnels examine continuellement les produits statistiques de l'organisme et l'aide à fixer ses priorités et à accroître la pertinence de ses programmes.

***Assurer la
pertinence
au moyen de la
consultation***

Relations bilatérales avec des ministères fédéraux importants

Statistique Canada entretient des relations bilatérales constantes et étroites avec des ministères et des organismes fédéraux importants, notamment : Industrie, Santé, Développement des ressources humaines, Environnement, Agriculture et Agroalimentaire, Transports, Patrimoine canadien, Citoyenneté et Immigration, Justice, Agence canadienne des douanes et du revenu, Affaires indiennes et du Nord Canada, Office des transports du Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement. Grâce à ces relations bilatérales, l'organisme peut mieux cerner les besoins de chacun des ministères et leurs priorités en matière d'information.

Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique (et ses sous-comités)

Ce conseil et ses sous-comités forment un réseau composé de 13 représentants officiels des provinces et des territoires qui, de concert avec Statistique Canada, s'emploient à cerner les besoins en matière de données, à échanger sur les activités statistiques en cours et à coordonner la diffusion des produits de Statistique Canada dans les diverses administrations provinciales et territoriales.

Enfin, il y a trois initiatives spéciales dans les domaines de la statistique de la santé, de l'éducation et de la justice qui méritent d'être signalées :

Santé : Les priorités de Statistique Canada sont établies avec le concours du Conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui

comprend notamment des hauts représentants des administrations fédérale et provinciales ainsi que du secteur privé, incluant le statisticien en chef du Canada.

Éducation : Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada. Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

Justice : Le Conseil de l'information juridique, composé des sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes de justice et du statisticien en chef, conseille ce dernier au sujet du Programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

Outre ces mécanismes de consultation, Statistique Canada procède à des revues spéciales de ses programmes (notamment en réunissant des groupes de discussion ou en tenant des consultations spéciales dans le cadre du réaménagement de ses programmes) pour assurer la pertinence de ses produits et mieux cerner les besoins de ses clients.

B.2 Pertinence, partenaires de Statistique Canada et utilisation des données

Partenaires : Dans ses opérations et ses priorités, Statistique Canada doit tenir compte d'une très vaste gamme de groupes d'intérêt — les grands utilisateurs fédéraux et provinciaux, une multitude d'autres utilisateurs, les répondants et d'autres organismes dont les données administratives constituent une source importante de renseignements. Les principaux partenaires de l'organisme sont les suivants :

- **Le public et les médias** : C'est surtout par l'intermédiaire des médias que sont communiqués au public les renseignements de base sur la société canadienne — la croissance économique, l'emploi, l'inflation, la balance des paiements, la population, le revenu des familles, la santé, l'éducation, la justice et divers autres sujets.
- **L'administration publique** : La plupart des ministères et organismes fédéraux sont de grands utilisateurs des données de Statistique Canada et plusieurs sont également d'importants fournisseurs de données administratives. Des ententes bilatérales complexes existent afin d'assurer le bon échange de renseignements. Les administrations provinciales et territoriales, tout comme l'administration fédérale, comptent beaucoup sur les données de Statistique Canada pour toute la gamme des domaines couverts par l'organisme; elles sont aussi d'importants fournisseurs de données sur la santé, l'éducation et la justice.
- **Les entreprises et les syndicats** : Les entreprises et les syndicats sont à la fois d'importants fournisseurs de données et d'importants utilisateurs des renseignements

de l'organisme. Le fardeau imposé au monde des affaires, soit celui de répondre aux enquêtes, continue d'être un facteur important dans la conception des programmes statistiques. L'organisme se sert d'une multitude de canaux de communication pour tenir à jour ce secteur, notamment en collaborant étroitement avec les petites entreprises.

- **Le secteur universitaire :** Le secteur universitaire constitue un utilisateur important des données de Statistique Canada. Il s'en sert tant à des fins de recherche que d'enseignement. Une partie importante des conseils que reçoit l'organisme provient de ce secteur.
- **Les organismes étrangers et internationaux :** Statistique Canada entretient des relations étroites avec des organismes internationaux, scientifiques et intergouvernementaux dans le but d'échanger du savoir-faire professionnel et de promouvoir l'application de notions, de normes et de pratiques communes. Du fait de l'adhésion du Canada à des organisations internationales comme les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques, les produits du programme doivent répondre à des normes internationales, de sorte que les données canadiennes puissent continuer à être comparées avec celles d'autres pays.
- **Les autres groupes de clients :** Il faut tenir compte des intérêts de nombreux autres utilisateurs des données de Statistique Canada, comme les administrations régionales et locales, les bibliothèques publiques, les associations professionnelles, les instituts de recherche et les groupes d'intérêt.

Utilisation : La pertinence des renseignements statistiques que l'organisme fournit à ses partenaires ressort de l'utilisation qui en est faite :

- **analyser** le rendement économique;
- **élaborer** les politiques budgétaire et monétaire et la politique de change;
- **orienter** les négociations tarifaires et commerciales internationales;
- **élaborer** des politiques et des programmes d'aide aux petites entreprises;
- **contribuer** à l'élaboration des politiques et évaluer les programmes gouvernementaux de bien-être économique et social;
- **améliorer** l'affectation des fonds destinés aux programmes gouvernementaux en déterminant leurs effets économiques et sociaux;
- **appuyer** la réglementation et les prescriptions législatives du gouvernement;
- **délimiter** les circonscriptions électorales;
- **établir** les paiements de péréquation et les autres transferts budgétaires fédéraux-provinciaux;
- **rajuster** les contrats et les droits en fonction de l'inflation;
- **élaborer** des programmes visant à promouvoir la compétitivité intérieure et internationale;
- **appuyer** des programmes et des politiques en matière d'immigration;

- **appuyer** les stratégies et programmes touristiques;
- **évaluer** la rentabilité des programmes de soins de santé et d'éducation; ainsi que
- **vérifier** l'efficacité du système juridique.